

L'AUDITION DE KHALIFA ABDELMOUMÈNE A DÉBUTÉ HIER :

«J'ai fui l'Algérie pour que le sang ne coule pas»

Premier jour de l'audition de Khalifa Abdelmoumène. Accusé entre autres de vol qualifié et de constitution d'association de malfaiteurs, il a tout de suite dévoilé sa stratégie de défense : il nie tout ce qui lui est reproché. Mieux encore, il considère que l'affaire du trou de la caisse principale était «préfabriquée» et les transferts d'argent dans les sacs sont un «tissu de mensonges». Khalifa affirme avoir fui l'Algérie pour «éviter que ne coule du sang» mais qu'il «y avait des choses» qu'il ne pouvait dévoiler.

Nawal Imés- Alger (Le Soir) - C'est un Abdelmoumène Khalifa, détendu, se souvenant des moindres détails qui a comparu hier devant le tribunal criminel près la cour de Blida. Nullement impressionné par un juge, soucieux de vérifier chacune de ses déclarations, l'accusé répondait aux questions en usant régulièrement d'humour. Vêtu du même costume qu'il porte depuis l'ouverture, lundi, du procès, Abdelmoumène Khalifa a eu à s'expliquer sur l'ascension puis la chute de son groupe.

«Mon départ était la meilleure solution»

Face au juge qui lui demandait pourquoi il avait opté en 2003 pour la fuite, Khalifa répond qu'il n'avait pas d'autre alternative et que son départ répondait au souci de ne pas plonger le pays dans un bain de sang. Au président du tribunal, incrédule, il dira que «lorsqu'on est ainsi attaqué, on a deux options : rester et causer des affrontements ou tout abandonner et partir». De quels affrontements parle-t-il, lui demande le juge ? «J'étais à la tête d'un groupe qui employait 22 000 personnes. Toutes ces personnes auraient demandé des comptes. Il y aurait eu affrontement et du sang aurait coulé. C'est pour cela que j'ai préféré partir». Et Khalifa d'enchaîner «El Hamdoulah, il n'y a pas eu de sang». Suite à l'insistance du juge, l'accusé répondra qu'il «y a des choses que je ne peux pas dire» se contentant d'ajouter qu'il était dès le mois de septembre en possession d'informations selon lesquelles sa banque allait fermer. Pourquoi Londres ? demande le juge et pas la France, par exemple. Khalifa répond : «Je n'aime pas la France parce que les Français ne nous aiment pas. Je les connais assez pour pouvoir l'affirmer. Ceux qu'on sort avec les armes ne peuvent nous aimer». Le juge demande à Khalifa comment il faisait pour vivre pendant toute la durée de sa fuite. Il répond que c'était grâce aux aides des uns et des autres.

«Je n'ai pas bénéficié de prêt de la BDL ni hypothéqué des biens»

Il était neuf heures tapantes lorsque le juge appelait à la barre Khalifa Abdelmoumène. Il lui énonce les chefs d'inculpation qui sont retenus contre lui et les lui explique un à un avant d'entamer son audition. D'emblée, le juge s'est intéressé aux deux actes d'hypothèque ayant permis selon l'enquête, à l'accusé de bénéficier d'un crédit auprès de l'agence BDL de Staouéli. Khalifa nie tout en bloc : «Je n'ai aucun lien avec ce contrat », dit-il à un juge qui revient régulièrement à la charge. Khalifa argumente et explique que les actes dont parle le juge n'avaient aucun lien avec lui pour des raisons qu'il juge objectives. Il affirme que jamais il n'avait hypothéqué KRG Pharma ni le domicile familial des Khalifa sis à Chéraga. D'ailleurs dit-il, l'acte décrit des biens qui ne ressemblent en rien à ceux lui appartenant et l'hypothèque qui est consignée est faite au profit d'une entreprise intervenant dans le bâtiment qu'il ne connaît pas du tout. Qui aurait fait ces hypothèques ? «Je l'ignore, je ne peux accuser personne», se contente de dire l'accusé qui certifie que «c'est un faux document». Lorsque le juge évoque le crédit qu'il aurait contracté auprès de la BDL, l'accusé nie également.

Mais dit-il, il n'avait pas sollicité la BDL pour un crédit. Il explique qu'il y avait un compte et qu'il bénéficiait de facilités de

caisse mais qu'il n'avait jamais introduit de demande pour un crédit. Khalifa explique «si j'avais demandé un crédit, il devrait y avoir une trace. La BDL est une banque publique qui doit avoir ses propres archives» et de conclure que «cette histoire ne tient pas la route».

«Le poste de P-dg de la banque est politique»

Après une heure d'interrogatoire au sujet des deux actes d'hypothèque et du crédit, le juge entame l'interrogatoire au sujet de la constitution de Khalifa Bank. Il demande à l'accusé comment un pharmacien de formation peut ainsi choisir d'investir dans les finances. Il répond, qu'à la base, il ambitionnait essentiellement de financer les activités en rapport avec le domaine pharmaceutique. L'accusé raconte comment il avait déposé la demande auprès de la Banque d'Algérie et comment il a attendu près d'une année et demie avant d'avoir l'autorisation d'ouvrir Khalifa Bank. Au début, avoue-t-il, il n'avait pas l'intention d'occuper le poste de P-dg, car estimant que celui-ci devait revenir à une personne d'un certain âge. Il a été contraint par la suite d'occuper cette fonction après la démission du P-dg initialement nommé mais Khalifa précise «je ne suis pas Superman, je ne faisais pas tout, le poste de P-dg est politique. C'est le DG qui s'occupait de tout». Pour l'accusé, tout le processus de création de la banque n'avait été entaché d'aucune irrégularité. Au juge qui lui demande pourquoi il n'avait pas déposé auprès du Trésor le quart du capital de la banque comme le stipule la loi, Khalifa répond avoir procédé lui-même à ce dépôt auprès du Trésor de Tipasa. Autre question du juge : pourquoi n'avoir pas informé la Banque d'Algérie du changement de P-dg ? Affirmatif, Abdelmoumène Khalifa répond que le gouverneur de la Banque d'Algérie avait considéré cela comme une «erreur de bonne foi». D'ailleurs dit-il, la banque n'avait pas été sanctionnée pour cela et la Banque d'Algérie n'ignorait pas totalement ce changement puisqu'elle lui adressait des correspondances en sa qualité de P-dg.

«L'argent dans les sacs, un tissu de mensonges»

Au tour du fonctionnement des agences de passer au crible. Le juge demande à l'accusé comment se faisait le transfert des



Photo : samir Sid.

sommes d'argent entre agences. Et l'accusé de répondre que le processus était rodé : des transporteurs s'occupaient de la collecte au niveau des agences, l'argent était transféré à la caisse principale avant d'être le lendemain acheminé vers la Banque d'Algérie. Le juge évoque alors les transferts qui se faisaient, selon les rapports d'enquête, sur simple injonction téléphonique de Khalifa ou d'un bout de papier sur lequel était griffonnée la somme à transférer et la signature de l'accusé. Là aussi, Khalifa nie tout. Il dit ne pas comprendre les déclarations de ses collaborateurs et que toute cette histoire «aurait pu être belle si techniquement elle tenait la route». Le supposé trou dans la caisse principale est une «histoire préfabriquée» dit-il. La preuve ? Dans les rapports établis, on évoque un trou en francs français, une monnaie dit-il qui n'existait plus. Et d'enchaîner que lorsqu'on invente une histoire, on fait en sorte qu'elle tienne la route. Sûr de lui, l'accusé déclare que lorsque les autres accusés et témoins seront à la barre, la vérité éclatera, ajoutant que ses avocats démontreront en les interrogeant qu'il ne s'agit que d'un tissu de mensonges.

«Khalifa TV ? Une dose de patriotisme»

Après une courte pause de quinze minutes due à la fatigue de l'accusé, le juge revient à la charge et demande à l'accusé pourquoi il avait opté pour la création de plusieurs autres entreprises. Khalifa répond qu'il n'avait fait que transformer des directions en filiales autonomes. Et Khalifa Airways ?, demande le juge. Il s'agissait, répond Khalifa, d'«activité complémentaire» puisque dit-il «les banques transportent l'argent et les avions des passagers». La compagnie aérienne n'a jamais été, dit-il, été un prétexte pour un transfert de devises. Khalifa nie d'ailleurs avoir transféré 45 millions d'euros pour acheter la villa de Cannes pour un montant de 30 millions. Il s'agit selon lui d'un achat fait au nom de Khalifa Airways dans le cadre de ses inves-

tissements immobiliers. «Vous y faisiez des fêtes ?» «demande le juge et l'accusé de répondre «quand l'ENTV fait Alhan oua Chabab tout le monde trouve cela banal et quand c'est Khalifa TV qui fait une fête, ça étonne». Justement le juge pose des questions sur cette chaîne de télévision privée. Et l'accusé de répondre que «chaque entreprise doit avoir une dose de nationalité. Je voulais donner une autre image de l'Algérie que celle du terrorisme et des bombes surtout que l'ENTV ne disait pas toute la vérité».

«Les stations de dessalement étaient bonnes, l'expert n'y connaît rien»

Après avoir épuisé ce sujet, le juge demande à l'accusé de raconter les circonstances d'acquisition de cinq stations de dessalement d'eau de mer. L'accusé explique qu'il avait pris la décision de les importer et de les mettre à disposition de l'Algérie dans un contexte de grande sécheresse. Mais, l'interrompt le juge, «deux d'entre elles étaient en mauvais état et les trois autres ne sont jamais arrivées en Algérie». Khalifa s'en tient à la même ligne de défense : il nie en affirmant le contraire : il dit avoir lui-même assisté à la mise en marche des deux stations pilotes qui fonctionnaient parfaitement. Le juge rétorque que le rapport de l'expert français affirme tout le contraire et certifie que ces deux stations étaient en mauvais état. «L'expert étranger ? Il n'y connaît rien comme Gourcuff» répond Khalifa, provoquant des éclats de rires dans la salle. Le juge n'en démord pas : il informe l'accusé que selon les rapports, les trois autres stations n'avaient jamais été importées en dépit du transfert de l'argent et que les factures pro forma établies par Khalifa Construction étaient fausses. L'accusé répond «je regrette d'avoir lancé cette opération, je voulais faire du bien et je me retrouve accusé». Il est 17h30. Le juge annonce la levée de la séance. L'audition de Abdelmoumène Khalifa reprendra ce matin.

N. I.

PROCÈS DE L'AFFAIRE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

Le verdict attendu pour aujourd'hui

C'est aujourd'hui que le président du tribunal criminel près la cour d'Alger, constitué dans le procès de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, rendra son verdict. Mise en délibéré depuis mardi dernier, l'affaire connaîtra définitivement son épilogue ce jeudi en début de matinée.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Une ambiance particulière caractérisera aujourd'hui la cour d'appel d'Alger à l'occasion de l'annonce du verdict de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest.

Pour rappel, la trentaine d'avocats qui avaient succédé à la barre pour plaider la «relaxe» de leurs clients avaient affiché à la fin du procès leur optimisme de voir le tribunal criminel prononcer un verdict «conforme à la réalité des faits». C'est d'ailleurs la déclaration

faite par le doyen des avocats constitué dans cette affaire, en l'occurrence M^e Miloud Brahimi. Ce dernier en s'adressant au président du tribunal criminel, en l'occurrence M. Tayeb Hellali, avait indiqué que «notre pays et notre justice ne méritent pas ce genre de procès», laissant croire ainsi que ce genre de procès «n'a pas lieu d'être».

Cela étant, au-delà du verdict qui sera prononcé aujourd'hui, deux faits marquants ont caractérisé ledit procès. Le premier est relatif au déroulement des audiences assuré par le juge Tayeb Hellali. Ce dernier, faut-il le signaler et de l'avis même des avocats et des prévenus, avait réuni toutes les conditions pour la tenue du procès d'une affaire ayant occupé les devants de la scène médiatique depuis cinq années.

En effet, le président du tribunal criminel avait réussi là où beaucoup de magistrats ont échoué, à savoir la gestion d'un procès pas

comme les autres. Il avait ainsi permis à toutes les parties de s'exprimer et de faire valoir leurs arguments. Mieux encore, le président du tribunal criminel a très souvent posé des questions que la défense n'a pu soulever pour «faire toute la lumière dans cette affaire». L'autre fait marquant de ce procès réside dans le ton qu'a pris le procès tout au long de son déroulement. Ainsi, les avocats et mis en cause avaient usé d'un ton d'expression, qui leur a permis de mettre à nu les dessous de cette affaire. C'est le cas de la défense des mis en cause Chani Medjdoub et Mohamed Khelladi qui ont mis en exergue leurs plaidoiries en faisant valoir leurs arguments.

Il est à rappeler aussi les demandes formulées par le représentant du ministère public qui avait requis des peines «conformes aux accusations contenues dans l'arrêt de renvoi».

A. B.